



LECONOMIE

Le Premier quotidien économique de la zone Cemac

L'Economie Media Group Tel : (237) 672.556.944 / 693.537.690 Directeur de la publication : **Thierry EKOUTI**

GUINÉE-ÉQUATORIALE

Le gouvernement démissionne pour objectifs non atteints



P 9

CONSEIL RÉGIONAL DU SUD

Un budget de 12 milliards de FCFA pour 2026

P 4

GABON

Vers la restructuration de la dette publique

P 9

ZONE CEMAC

La Cobac envisage une loi bancaire unique



✿ Elle vise à aligner le système financier sous-régional sur les standards internationaux.

Page 3



BUSINESS

La pression fiscale et les problèmes d'énergie étouffent les affaires

Lire notre cahier spécial Promote pages 5-8

A suivre



Le « Cameroun-Canada Business Connect » s'ouvre à Yaoundé

Le JFN Center de Yaoundé (Nlongkak) accueille ce mercredi 17 juin 2026 dès 9h30, la troisième édition du Cameroun-Canada Business Connect. Organisée par la Chambre de Commerce Canada-Afrique (CCCA), cette journée d'affaires vise à dynamiser des flux commerciaux bilatéraux encore modestes et structurellement déséquilibrés (moins de 92 millions de dollars d'échanges globaux en 2024).

Yaoundé, capitale de la transition écologique

Du 17 au 19 juin 2026, Yaoundé accueille la 4e Conférence des Éco-Matériaux en Afrique (CEMA'2026). Porté par ECOMAT-AFRICA sous le thème « La Nature au service des transitions environnementales et de la société ». Ce carrefour multidisciplinaire réunit scientifiques et industriels. L'enjeu majeur est de valoriser les ressources locales : fibres végétales, terre, pierre et bois. Au programme de cette plateforme d'expertise : tables rondes, recherche fondamentale et innovations en éco-conception pour créer des solutions durables face au défi climatique.

La tech africaine brille à VivaTech

Le salon européen VivaTech ouvre ses portes à Paris du 17 au 20 juin 2026, propulsant la tech mondiale dans une nouvelle ère. Au cœur de ce rassemblement incontournable de l'innovation, les prestigieux AfricaTech Awards vont célébrer l'excellence entrepreneuriale du continent. Les distinctions récompenseront les startups africaines les plus audacieuses. Les projets finalistes se distinguent par leur fort impact économique, sociétal et environnemental. Pour ces jeunes pousses, c'est l'opportunité unique de séduire des investisseurs internationaux et d'accélérer le développement de l'Afrique.

Le chiffre **53,3 %**

C'est la part des nouveaux crédits de la zone CEMAC, captés par le Cameroun au premier trimestre 2026.



Itinérance mobile

L'itinérance mobile (ou roaming) est la faculté d'utiliser son téléphone portable sur le réseau d'un autre opérateur.



[Ils ont dit...]

« L'Afrique n'a pas simplement besoin d'entreprises qui survivent, mais d'entreprises qui croissent, innovent, rivalisent et créent des emplois... On doit passer du soutien aux seules jeunes pousses au changement d'échelle des entreprises. Le défi n'est pas d'identifier ce qui fonctionne, mais de faire en sorte que les expériences réussies soient répliquées, adaptées et étendues à travers le continent ».

Claver Gatete,

Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA)

MBOLO

Free roaming

La patience des instances dirigeantes d'Afrique centrale a atteint ses limites. Réunis à Brazzaville le 13 juin 2026 lors de la 45e session ordinaire du Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC), les États membres de la CEMAC ont décidé de hausser le ton face à la lenteur de l'intégration numérique. Une directive claire a été émise : les opérateurs de téléphonie mobile et les régulateurs nationaux qui continuent de freiner la suppression des frais d'itinérance s'exposent à de sévères mises en demeure. La Commission de la CEMAC a été formellement mandatée pour élaborer un arsenal de sanctions coercitives visant à punir tout manquement au règlement communautaire, pourtant adopté depuis août 2020.

Ce coup de pression intervient après un constat d'échec cuisant. Malgré les protocoles bilatéraux signés en novembre 2021 et l'ultimatum fixé en mars 2025 à Bangui, le blocage persiste. Les chiffres de l'Assemblée des régulateurs des télécommunications d'Afrique centrale (ARTAC) sont accablants. Sur les 213 interconnexions attendues pour mailler la sous-région, seules deux sont aujourd'hui opérationnelles (MTN Cameroon avec MTN Congo, et Airtel Gabon avec Orange Cameroun). Ce retard est justifié par des batailles techniques et tarifaires interminables, les parties prenantes s'engluant dans des querelles sur les contrats d'interconnexion et l'incapacité à distinguer le trafic d'itinérance du trafic international classique.

Pendant que l'Afrique centrale s'embourbe, la CEDEAO de son côté multiplie les corridors sans frontières, illustrés par le lancement du free roaming entre le Sénégal, le Bénin, la Gambie, le Mali et le Togo en mars dernier.

Fadira Etonde

BVMAC

Une séance de transition marquée par la stabilité des cours et le dynamisme de la SOCAPALM

La séance de cotation de la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) de ce mardi 16 juin 2026 s'est soldée par un calme plat sur le front des indices. Le compartiment des actions a tout de même affiché une animation notable, portée par un courant d'échanges sélectif mais dynamique qui témoigne de l'intérêt persistant des investisseurs pour les valeurs refuges de la zone CEMAC.

Au total, six transactions ont été enregistrées au cours de la séance de cotation du mardi 16 juin 2026 à la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC). Ces échanges, portent sur 198 titres pour une valeur globale transigée de 10,83 millions de FCFA. Comme souvent, les valeurs agro-industrielles et bancaires ont capté l'essentiel des flux financiers. La SOCAPALM s'est imposée comme la locomotive de la séance avec 133 actions échangées au cours stable de 53 000 FCFA, générant à elle seule un volume d'affaires de plus de 7 millions de FCFA. Le géant bancaire gabonais, BGFI Holding Corporation, a également soutenu la tendance en alignant l'échange de 30 titres au prix unitaire de 90 000 FCFA, soit une valeur globale de 2,7 millions de FCFA. En queue de peloton, les lignes SAFACAM et SCG-Ré ont enregistré des flux plus modestes, tandis que le reste de la cote demeurait totalement atone.

L'analyse du carnet d'ordres laisse toutefois entrevoir



des pressions sous-jacentes divergentes pour les prochaines séances. Une forte pression vendeuse continue de s'accumuler sur le secteur agricole, notamment sur la SOCAPALM qui affiche une offre massive de 1 777 actions face à une demande quasi inexistante. À l'inverse, le titre BGFI Holding Corporation conserve une solide réserve d'acheteurs avec plus de 2 300 actions demandées sans aucune contrepartie vendeuse en face, ce qui pourrait présager une orientation à la hausse dès que la liquidité se

présentera. Ces micro-transactions ont rigoureusement maintenu le BVMAC All Share Index à 1 163,23 points et la capitalisation boursière globale des actions à un niveau inchangé de 1 820,7 milliards de FCFA.

Pendant ce temps, les compartiments obligataires et des fonds collectifs ont connu des fortunes diverses. Le marché de la dette est resté totalement figé, maintenant l'encours global à 1 397,9 milliards de FCFA sans la moindre transaction. Seule une légère animation est à noter du côté des Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), où les dernières valeurs liquidatives des fonds phares de la région, à l'instar du FCP AB Avenir et du FCP Ecobank Monétaire, affichent de légères progressions quotidiennes, confirmant la résilience de la gestion collective dans un marché des titres vifs en quête de second souffle.

FADIRA ETONDE

ZONE CEMAC

Vers une loi bancaire unique

Elle vise à aligner le système financier sous-régional sur les standards internationaux et à renforcer sa résilience.

La Commission bancaire de l'Afrique Centrale (Cobac) que dirige Yvon Sana Bangui, par ailleurs gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (Beac) a lancé le 10 juin 2026, un appel d'offres international pour le recrutement d'un consultant spécialisé en supervision et résolution bancaires pour l'assistance à la révision des textes organiques de la COBAC et à l'élaboration d'une loi bancaire unique dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale.

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre du Plan Stratégique « OWALI » 2025-2029, de la Cobac, vise à arrimer la supervision bancaire de la Cemac aux standards internationaux. A travers la loi bancaire unique, il est question pour la Cobac de créer un cadre juridique cohérent pour les assu-



jettis, favorisant ainsi la stabilité financière, la croissance économique et l'intégration régionale. Aussi le texte donnera plus d'indépendance à la Cobac dans

l'exercice de ses missions. Le texte une fois rédigé sera soumis au Comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC), après sa présentation à la Commission Bancaire, à l'issue de la consultation des parties prenantes.

Au-delà de l'aspect juridique, la réforme envisagée a pour objectif de renforcer la capacité de la Cobac à prévenir et gérer les crises bancaires. Elle prévoit également le développement des outils de détection précoce des vulnérabilités, des simulations des crises bancaires, et une modernisation du dispositif de résolution bancaire entre autres. La Cobac veut dans la même veine poursuivre la convergence de son cadre prudentiel vers les normes internationales via transposition progressive des standards de Bâle III portant sur les fonds propres, la supervision prudentielle et la transparence financière. Elaborer une loi bancaire unique en CEMAC constitue l'un des grands chantiers de la COBAC selon son dernier rapport annuel.

HERVÉ FOPA FOGANG

L'un des chantiers du plan « Owali » déjà engagé



Le plan stratégique Owali 2025-2029 est la feuille de route de la Cobac, visant à moderniser et rapprocher la supervision bancaire régionale des standards internationaux. L'un des principaux axes de ce plan est le relèvement du capital social minimum des banques opérant au sein de la Cemac de 10 à 25 milliards FCFA d'ici 2028.

Le 30 avril 2026 par exemple, les actionnaires d'Ecobank Cameroun ont voté l'augmentation du capital social de 10 à 25 milliards de FCFA.

Plusieurs établissements de crédits sont déjà engagés dans le mouvement d'augmentation de capital.

Le 30 avril 2026 par exemple, les actionnaires d'Ecobank Cameroun ont voté l'augmentation du capital social de 10 à 25 milliards de FCFA. Lors d'une assemblée générale mixte tenue le 28 avril 2026, les actionnaires d'Afriland First Bank selon Investir au Cameroun avaient approuvé l'augmentation du capital de la banque. Il est aussi prévu la modification des statuts et surtout l'approbation de l'augmentation du capital social de General Bank of Cameroun. Selon les anciens statuts de Société Générale Cameroun, le capital social de l'établissement financier reste établi à 12,5 milliards de FCFA, soit la moitié du nouveau seuil exigé par le régulateur bancaire de la sous-région. Pour le moment, aucune information n'a filtré sur le montant qui pourra être augmenté.

Selon la Cobac, cette extension vise à renforcer la résilience des établissements de crédit et à améliorer leur capacité à financer les économies de la Cemac. La dernière réforme similaire date de 15 ans. Il faut dire que les établissements de microfinance avaient déjà connu leur augmentation de capital à la faveur du règlement CEMAC/UMAC/COBAC adopté en 2017.

Pour les établissements qui ne peuvent atteindre immédiatement le nouveau seuil, la COBAC a prévu un calendrier de mise en conformité progressive : 14 milliards de FCFA au plus tard fin 2026, 18 milliards fin 2027, 22 milliards fin 2028, et 25 milliards au 31 décembre 2029. Au 30 juin 2024, 77,36 % des banques de la zone CEMAC affichaient un capital compris entre 10 et 20 milliards de FCFA.

HERVÉ FOPA FOGANG

CONSEIL RÉGIONAL DU SUD

Un budget de 12 milliards de FCFA pour 2026

Il a été adopté le 10 juin 2026 à Ebolowa à plusieurs après plusieurs mois d'atermolements.

Le Conseil régional du Sud (CRS) tient enfin une boussole pour orienter son action pour l'année budgétaire en cours. Depuis son installation officielle le 23 janvier 2026, le président de l'institution, Éric Gervais Ndo, et son équipe n'étaient pas parvenus à fixer clairement le cap. Entre l'audit des livres comptables de son prédécesseur, Emmanuel Mve, dont le mandat s'est achevé en queue de poisson, et les secousses politiques ayant suivi son élection, le nouvel exécutif naviguait en eaux troubles, à la tête d'une collectivité locale confrontée à d'importants besoins en services sociaux de base et en infrastructures de développement.

Les 8, 9 et 10 juin 2026, le Conseil régional du Sud a finalement pu tenir sa 13e session ordinaire dans l'enceinte de l'hôtel Bengo à Ebolowa, chef-lieu de la région. Les travaux, qui ont duré trois jours, ont abouti à l'adoption d'un budget équilibré en recettes et en dépenses d'un montant de 12 036 313 175 FCFA. Selon les documents examinés par l'ensemble des conseillers régionaux présents, cette enveloppe, bien que prévisionnelle, repose sur : 7,4 milliards de FCFA issus de la fiscalité locale ; 3,2 milliards de FCFA de ressources transférées ; 1 milliard de FCFA au titre de la Dotation générale de

décentralisation (DGD).

Des ressources propres encore dérisoires

Si le budget 2026 connaît un bond comparé aux 6 milliards de FCFA du précédent exercice, sur le plan interne, seulement 400 millions de FCFA de ressources propres devraient être générés, soit 3,3 % de l'enveloppe totale annuelle. Ce qui traduit une faible mobilisation des recettes locales et une forte dépendance aux transferts de l'État. Cette structure budgétaire révèle les limites de l'autonomie financière du CRS et, souligne la nécessité de renforcer la fiscalité locale et l'exploitation du potentiel économique de la région dans le futur.

Pour l'exercice 2026, l'exécutif régional a placé la construction d'infrastructures au cœur de ses priorités. Éric Gervais Ndo a annoncé le lancement des travaux de construction de l'hôtel de région, en parallèle d'autres investissements jugés prioritaires. Dans le secteur de l'enseignement secondaire, les populations bénéficieront d'une « action renforcée à travers l'amélioration des capacités d'accueil et de formation, particulièrement dans les établissements d'enseignement technique et professionnel », a indiqué le président du CRS.

En matière de santé, la question du déficit en personnel dans les formations sanitaires sera traitée en priorité, de même que la prise en charge aux urgences et la disponibilité des médicaments. Le ton a déjà été donné avec la nomination et l'installation



Pour l'exercice 2026, l'exécutif régional a placé la construction d'infrastructures au cœur de ses priorités.

des présidents des comités de gestion des hôpitaux régionaux et annexes.

La région du Sud amorce ainsi une nouvelle phase de son développement, marquée par une volonté affirmée de répondre aux attentes des populations. Couvrant 47 110 km² de forêts équatoriales au Sud du Cameroun, elle dispose d'un fort potentiel agroforestier, minier et touristique côtier.

LANDRY TYAGA

GABON

L'État solde la dernière tranche des rappels salariaux pour 35 milliards de FCFA

Devant le Parlement réuni en Congrès le 15 juin 2026, le Président de la République, Brice Clotaire Oligui Nguema, a annoncé le lancement de la troisième et dernière phase de règlement des rappels salariaux dus aux agents publics.

Le Président a rappelé qu'au 30 août 2023, l'administration héritait de près de huit années de gel des recrutements, des avancements et des reclassements, ayant entraîné l'accumulation de plusieurs dizaines de milliers de situations administratives en attente. « J'ai fait de la restauration de la justice administrative une priorité absolue », a-t-il affirmé, précisant qu'à ce jour, plus de 60 000 situations administratives ont été régularisées. La digitalisation des fichiers du personnel et l'archivage électronique des actes de gestion des agents de l'État sont désormais en vigueur.

Sur le volet des économies budgétaires, le chef de l'État a indiqué que le Gouvernement envisage de retirer la prime de transport de 35 000 FCFA à tous les fonctionnaires disposant d'un véhicule



de fonction ou de service. Il a également annoncé une réduction de la masse salariale dans le secteur parapublic, visant en particulier les directeurs généraux et leurs adjoints, dont les rémunérations dépassent souvent celles des ministres et des parlementaires. Le Président a par ailleurs assuré que les émoluments des sénateurs et des membres du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) avaient déjà

La digitalisation des fichiers du personnel et l'archivage électronique des actes de gestion des agents de l'État sont désormais en vigueur.

été réduits depuis la période de transition. Le chef de l'État a enfin évoqué un renforcement des contrôles, indiquant que toute vacation, quel que soit le secteur, sera désormais auditée, l'État n'acceptant plus, selon ses termes, « de se faire voler ».

FRANÇOIS GAEL MBALA



Customer Information Meeting

JOURNÉE AFRILAND FIRST BANK À PROMOTE

Thème: « L'entreprise africaine face à l'économie de la connaissance : passer de la rente des matières premières à la richesse créée par le savoir »

Mercredi 17 juin 2026 à la salle Tripartite du Palais des Congrès de Yaoundé

Pour plus d'infos, contactez-nous: contact@promoteafriand.com | www.promoteafriand.com



PARTENAIRE MAJEUR - FIRST LINE PARTNER



08
08
08

PROMOTE

Quotidien du SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDÉ

2026

www.leconomie.info

N°04 Mercredi 17 Juin 2026 Directeur de publication - Thierry EKOUTI - Tel : (237) 672.556.944 / 693.537.690

BLOC-NOTES

SOUSCRIVEZ À NOS ESPACES

Le Palais des congrès de Yaoundé vibre depuis vendredi dernier au rythme de la 10ème édition du Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat de Yaoundé (PROMOTE). Du BTP au « made in Cameroon » en passant par l'agro-industrie, la tech... Promote a fait plus qu'exposer des stands. Il est devenu un rendez-vous d'affaires incontournable pour les acteurs économiques.

Pour cette édition le journal L'Economie ne pouvait pas rester spectateur. Pour marquer cet événement, nous proposons un cahier spécial. Objectif : mettre en lumière les champions qui reviennent édition après édition, décrypter les tendances qui dessinent l'industrie de demain, et donner la parole aux décideurs, exposants et visiteurs qui font le salon.

Ce cahier spécial sera distribué pendant toute la durée de Promote. Il sera lu par les investisseurs, les administrations, les bailleurs. Bref, par tout l'écosystème économique qui compte au Cameroun, dans la sous-région et au-delà. Chers exposants, si vous innovez, si vous recrutez, si vous transformez localement, alors ce cahier spécial est votre vitrine. Souscrivez à nos espaces publicitaires pour : associer votre marque à cette 10ème édition de Promote, toucher une cible qualifiée : décideurs, acheteurs, partenaires techniques et financiers présents à l'évènement, marquer les esprits avec un support de référence qui sera conservé bien après la fermeture du salon.

Hervé Fopa Fogang

L'Économie Média Group

Siège social :
Yaoundé - Cogeni Mvog-ada

Directeur Général et Directeur
de la Publication :
Thierry EKOUTI

695 922 556

Rédacteur en chef :
Hervé Fopa Fogang
herve.fopa@yahoo.fr

Coodonatrice du bureau commercial
Hermine Delphine Mbia Eba'a
672-556-944

CAMEROON-UE BUSINESS WEEK 2026

Le climat des affaires au scanner



● Le sujet était au centre d'un débat modéré par Thierry Ekouti, Directeur général de l'Economie Media Group, hier au Salon Promote. Célestin Tawamba, Président du Groupement des entreprises du Cameroun et Paul Tasong, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire ont croisé le verbe.

Page 2

ASSURANCE

SanlamAllianz Cameroun présente ses produits à Promote



— La compagnie reste dans l'approche de proximité avec ses clients.

Page 3

GAZ DOMESTIQUE



Tradex baisse les prix

Page 3

BILAN

La pression fiscale et les problèmes d'énergies étouffent les affaires

C'est entre autres ce qu'a déclaré le Président du Gecam lors de la Cameroon-UE Business Week 2026.

Dans le cadre de la 10ème édition du Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat de Yaoundé (Promote), la Délégation de l'Union européenne au Cameroun organise du 16 au 19 juin 2026, la Cameroon-UE Business Week 2026. Hier, la thématique : sur : « Climat des investissements et environnement des affaires » a été abordée par Célestin Tawamba, président du Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM) et Paul Tasong, ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat). Au cours des échanges modérés par Thierry Ekouti, Directeur général de l'Economie Media Group, Célestin Tawamba a énuméré quelques problèmes qui plombent l'environnement des affaires au Cameroun. « Nous avons un taux de pression fiscale effectif au Cameroun dans le formel qui est de l'ordre de 57%, c'est le plus haut de la zone Cemac. On ne peut pas chercher à ré-



Paul Tasong est revenu sur la relation entre la Stratégie nationale de développement (SND30) et le secteur privé.

gler l'informel si le formel est étranglé. Je parlerais également des questions de l'énergie électrique. Nous voulons l'énergie maintenant. Ce qui m'a frappé lorsque je vais dans les pays comme la Côte d'Ivoire, c'est que je n'entends pas des groupes électrogènes qui ronflent » a souligné le Président du Gecam. Pour Célestin Tawamba, le Cameroun continue à perdre du temps, les populations souffrent avec une fiscalité « confiscatoire » pour les entreprises. « Personne ne peut payer d'impôt lorsqu'il perd de l'argent. On dit bien impôt sur le bénéfice et s'il n'y a pas de

bénéfice il n'y a pas d'impôt. Tant que rien n'est fait, on ne peut pas réduire le volume de l'informel » a réitéré le Président du Gecam. A l'endroit de l'Union européenne, il a plaidé pour un investissement plus accru. Il a également regretté que le coût de l'inertie au Cameroun soit plus élevé que le coût de l'action. « On investit dans un pays qui décide, pas dans un pays qui attend. Ce ne sont pas les accords de partenariats qui vont régler les choses. Ce que nous attendons de l'Union européenne, c'est le co-investissement » a indiqué Célestin Tawamba.

Paul Tasong est revenu sur la relation entre la Stratégie nationale de développement (SND30) et le secteur privé. Le membre du gouvernement a précisé que « si la SND30 a voulu positionner le secteur privé au volant de la croissance, ça veut dire que c'est l'industrialisation du Cameroun qui est l'objectif principal ». Paul Tasong a néanmoins reconnu qu'il est impossible d'industrialiser le pays sans énergie électrique mais que le Cameroun est en dialogue permanent avec l'Union européenne afin d'y apporter une solution durable.

JEAN DANIEL OBAMA

INVESTISSEMENTS

L'Union européenne va renforcer sa coopération avec le Cameroun

La Team Europe a lancé la 2e édition du Cameroon-EU business week pour accroître le dialogue avec le secteur privé.

Renforcer les partenariats commerciaux entre l'Union européenne et le Cameroun, booster les investissements européens et camerounais, accompagner des porteurs de projets dans leur vision et leur développement, sont les objectifs que vise l'édition 2026 de la Cameroon-EU business week, lancée hier à Yaoundé, à l'occasion du Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat (Promote). Forum économique organisé par la délégation de l'Union européenne au Cameroun, la Business week 2026 qui se tient du 16 au 19 juin prochain, s'appuie sur l'investissement et la croissance avec pour ambition d'attirer des investisseurs européens et locaux vers les projets structurants. Mais aussi, un accent sur le dialogue public-privé en réunissant des décideurs camerounais, les institutions européennes et les chefs d'entre-

prise, afin d'améliorer le climat des affaires.

« Nous sommes ici en soutien du gouvernement et des autorités camerounaises sur un point très important, c'est le développement du secteur privé. Cette EU Cameroon business week est une opportunité de favoriser les débats, les échanges, les discussions et d'établir des contacts avec des entrepreneurs européens qui veulent venir travailler ici au Cameroun et vice versa », a indiqué Jean Marc châtaigner, ambassadeur de la délégation de l'UE au Cameroun.

Durant quatre jours, il sera question pour les parties prenantes de décrypter les mécanismes de garantie, les réformes structurelles et les solutions concrètes conçus pour orienter les capitaux vers les projets structurants du pays sous l'égide de la stratégie Global Gateway. Surtout, d'ouvrir le dialogue économique entre investisseurs du Cameroun et l'Union européenne. « C'est une opportunité pour les secteurs privés du Cameroun et de l'Europe de nouer des partenariats, des relations d'affaires. Notre responsabilité c'est de rendre cela possible, faire en sorte que nos deux secteurs privés puissent se rencontrer, nouer des relations qui peuvent s'inscrire sur le long terme et surtout, avoir une at-



Durant quatre jours, il sera question pour les parties prenantes de décrypter les mécanismes de garantie.

tention aux priorités du gouvernement », s'est exprimé Paul Tasong, ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire. En clair, l'évènement poursuit un double intérêt : Présenter le potentiel du Cameroun aux investisseurs européens, établir un dialogue avec les partenaires locaux sur l'amélioration du climat des affaires et les perspectives réciproques d'investissement.

JULIE BILO'O

ASSURANCE

SanlamAllianz Cameroun présente ses produits à Promote

La compagnie reste dans l'approche de proximité avec ses clients.

300 milliards FCFA. C'est le montant de primes globales généré par le marché camerounais des assurances au Cameroun en 2025, avec un chiffre d'affaires tiré vers le haut par des segments en forte croissance, notamment l'assurance automobile et la couverture santé.

Malheureusement, l'activité des assureurs est encore ralentie par plusieurs facteurs, entre autres, le faible taux de bancarisation, la réticence de certaines populations à souscrire des couvertures, et la nécessité d'améliorer la culture financière. Toutes ces difficultés ont été évoquées par les responsables de SanlamAllianz Cameroun au cours d'un déjeuner de presse organisé hier mardi 16 juin 2026 au Salon international de l'entreprise, de la PME et du partenariat de Yaoundé (Promote).



SanlamAllianz Cameroun est une filiale locale du partenariat stratégique entre Sanlam et Allianz, deux leaders panafricains et internationaux de l'assurance.

« SanlamAllianz Cameroun est aujourd'hui un acteur de référence du marché de l'assurance. Nous sommes à un chiffre d'affaires de plus de 32 milliards FCFA pour l'assurance vie et plus de 26 milliards FCFA pour l'assurance dommage. Notre ambition est de maintenir et renforcer notre position parmi les leaders de l'assurance sur l'ensemble de nos marchés, en offrant à nos clients, des produits et services de

premier ordre » a expliqué Christian Bivina Mbarga, directeur général de la compagnie, entité spécialisée dans les activités non-vie du groupe.

SanlamAllianz Cameroun reste dans une optique d'approche de proximité avec ses clients. Tout au long du salon promote, elle va présenter plusieurs de ses produits, entre autres HospiCare, Assurance individuelle Accidents, Assurance multirisque habitation, Assurance responsabilité civile vie privée, Sécur'Études et Rente Education.

SanlamAllianz Cameroun est une filiale locale du partenariat stratégique entre Sanlam et Allianz, deux leaders panafricains et internationaux de l'assurance. A travers ses activités Vie et dommages (IARD), l'entreprise accompagne les particuliers, les professionnels et les entreprises avec des solutions d'assurance performantes, adaptées aux besoins et aux réalités locales.

JEAN DANIEL OBAMA

GAZ DOMESTIQUE

Tradex baisse les prix

L'objectif est de permettre aux clients de bénéficier des produits à moindre coûts.

Parmi les grands acteurs de ce rendez-vous économique, la société citoyenne TRADEX S.A capte toutes les attentions. Fidèle à sa réputation de proximité, le distributeur de produits pétroliers frappe un grand coup en facilitant l'accès à l'énergie domestique pour les ménages camerounais. Pour marquer cette édition, l'entreprise lance un challenge grand public interactif. Le principe est simple : les visiteurs doivent se filmer devant les 5 bouteilles de gaz géantes installées à l'entrée du site de Promote. En participant à ce défi visuel, les clients et curieux tentent leur chance pour repartir gratuitement avec une bouteille de gaz neuve. Une initiative ludique qui allie parfaitement esprit de fête et soutien direct au

pouvoir d'achat des ménages. Dans un contexte économique national marqué par la recherche constante de solutions contre la vie chère, l'entreprise souhaite avant tout permettre aux clients de bénéficier de produits de première nécessité à moindre coût. Le stand de l'entreprise s'est ainsi transformé en un véritable point d'allègement du panier de la ménagère, en mettant l'accent sur l'accessibilité du gaz butane indispensable au quotidien des familles.

C'est la grande annonce qui crée l'effervescence sur le site du salon puisque 22 000 FCFA est le nouveau prix de la bouteille de gaz complète offert par Tradex au lieu de 24 000 FCFA. Cette offre promotionnelle représente une opportunité en or pour s'équiper à petit prix, éviter les pénuries en disposant d'une bouteille de recharge fiable, et garantir la sécurité de son foyer grâce à des bouteilles reconnues pour leurs normes.



22 000 FCFA est le nouveau prix de la bouteille de gaz complète offert par Tradex au lieu de 24 000 FCFA.

Au-delà du gaz domestique, Tradex profite de cette vitrine pour déployer l'ensemble de ses services et de ses innovations. Les visiteurs peuvent notamment y découvrir l'expertise de ses spécialistes en lubrifiants avec des conseils personnalisés pour l'entretien des moteurs.

LOVELY ZANG

leconomie.info.

L'ÉCONOMIE

Le Premier quotidien économique de la zone Cemac



OFFRE SPÉCIALE PROMOTE



Du 12 au 21 Juin 2026,
bénéficiez de

50%

de réduction
sur tous nos tarifs d'insertion
dans le **Cahier Spécial
PROMOTE !**



Une occasion unique de :



Valoriser votre marque



Promouvoir efficacement
vos produits et services



Renforcer la notoriété
de votre entreprise



Toucher directement des
cibles stratégiques et des décideurs



Ne manquez pas cette visibilité exceptionnelle
pendant l'un des plus grands **rendez-vous
économiques et commerciaux !**



Contacts :
+237 693 53 76 90
+237 672 55 69 44



Email :
leconomieinfo@gmail.com

GUINÉE-ÉQUATORIALE

Le gouvernement démissionne pour objectifs non atteints

L'information a été rendu publique sur X par le Vice-Président de la République.

C'est sur son compte X que le Vice-président, Teodorín Nguema, a rendu publique l'information. L'on apprend que « le Premier ministre, chargé de la coordination administrative, Manuel Osa Nsue Nsua, a présenté ce mardi au Président de la République la démission, en bloc, de tout le gouvernement. » Dans la suite, il est indiqué que cette décision intervient parce que celui-ci a constaté « que le niveau de réalisation des objectifs fixés n'a atteint que 10 % ».

Teodorín Nguema poursuit en précisant que l'acte « répond au principe selon lequel la responsabilité dans la gestion publique doit s'accompagner de résultats », dans la mesure où « l'État met à la disposition du gouvernement d'importantes ressources humaines, matérielles et financières pour répondre aux besoins de la population », conclut-il.

Enjeux et perspectives

Cette nouvelle intervient dans un contexte de diversification écono-

mique. Le pays mise sur l'Agenda Guinée Équatoriale 2035 pour réduire sa dépendance aux hydrocarbures, développer l'agriculture, la pêche, le tourisme et les infrastructures. Des assises récentes sur la propriété intellectuelle (mars 2026) ou la santé (Vision 2030 contre le paludisme) illustrent ces ambitions, mais les résultats concrets peinent à suivre, notamment en matière de diversification et d'amélioration des conditions de vie de la population. Cette démission « en bloc » souligne la culture de responsabilité prônée par le régime de Malabo. Elle interroge aussi la continuité des politiques publiques dans une nation confrontée à des défis structurels : faible diversification, gouvernance etc. Les observateurs attendent désormais la nomination d'un nouveau Premier ministre et la composition du prochain gouvernement, qui devra accélérer la « transformation » économique du pays.

La Guinée-Équatoriale, en pleine mutation, a besoin d'une administration plus dynamique. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement rend son tablier dans ce petit pays d'environ 2 millions d'habitants. En août 2024, le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo avait déjà accepté la démission collective du gouvernement dirigé par Manuela Roka Botey, la première femme à occuper ce poste. Il l'avait



Cette nouvelle intervient dans un contexte de diversification économique. Le pays mise sur l'Agenda Guinée Equatoriale 2035 pour réduire sa dépendance aux hydrocarbures

jugée « inefficace » face aux défis économiques, sociaux et de lutte contre la corruption. Manuel Osa Nsue Nsua, ancien directeur de la Banque nationale, avait alors été nommé Premier ministre pour relancer la coordination administrative.

LANDRY TYAGA

DETTE PUBLIQUE

Le Gabon mise sur une restructuration pour restaurer sa crédibilité financière

Après des années de recours massif à l'endettement, Libreville tente de reprendre la main sur ses finances publiques.

La question de la dette s'est imposée comme l'un des principaux sujets du discours prononcé par le président Brice Clotaire Oligui Nguema devant le Congrès le 16 juin dernier. Évoquant l'héritage économique laissé par l'ancien régime, le chef de l'État a reconnu que « le niveau de la dette était abyssal », estimant son poids à 70 % du produit intérieur brut (PIB). Une déclaration qui traduit la volonté des autorités d'assumer l'ampleur des déséquilibres budgétaires accumulés ces dernières années. Si ce ratio marque déjà un niveau élevé d'endettement, les estimations des institutions financières internationales apparaissent plus préoccupantes. Les projections du Fonds monétaire international (FMI) situent la dette publique gabonaise à près de 79 % du PIB en 2025, avec une progression potentielle au-delà de 82 % en 2026 en l'absence d'un assainissement durable des finances publiques. Une trajectoire qui continue d'alimenter les interrogations des investisseurs, alors que l'agence de



notation Fitch avait déjà abaissé la note souveraine du pays en janvier 2025. Au-delà du niveau d'endettement, c'est désormais le coût de son financement qui préoccupe les autorités. Les échéances de remboursement attendues en 2026 pourraient représenter environ 2 500 milliards de FCFA, soit un montant considérable au regard des capacités budgétaires de l'État. Cette contrainte a déjà conduit le gouvernement à revoir sa programmation budgétaire. Le projet de loi de finances rectificative présenté pour l'exercice 2026 prévoit une réduction substantielle des dépenses d'investissement, de l'ordre de 968 milliards de FCFA. Officiellement, l'exécutif justifie cette ré-

La stratégie gouvernementale repose également sur une normalisation des relations avec le FMI.

vision par la suppression de projets insuffisamment préparés ou dépourvus d'études de faisabilité robustes, conformément aux recommandations formulées de longue date par les partenaires financiers internationaux.

Pour Libreville, l'enjeu consiste désormais à préserver les grands équilibres macroéconomiques sans compromettre les investissements jugés stratégiques pour la diversification de l'économie.

La stratégie gouvernementale repose également sur une normalisation des relations avec le FMI. Depuis l'expiration, en juin 2024, du précédent programme appuyé par une Facilité élargie de crédit de 553 millions de dollars, le Gabon évolue sans cadre formel avec l'institution de Washington. L'absence d'accord prive le pays d'un signal de confiance important auprès des marchés financiers internationaux. Elle intervient dans un contexte où les réserves de change demeurent relativement limitées et où les conditions de financement sur les marchés régionaux restent plus exigeantes qu'au cours de la décennie précédente. L'obtention d'un nouveau programme constituerait ainsi bien plus qu'un simple soutien financier. Elle offrirait une validation externe de la trajectoire de redressement engagée par les autorités et renforcerait la crédibilité de la politique budgétaire auprès des créanciers.

FGM

« CRTV Est s'illustre par des résultats satisfaisants »

Le gouverneur de la région de l'Est félicite Lazare Dolou pour les performances de la CRTV Est

Dans une lettre signée le 9 juin 2026, Grégoire Mvongo salue la qualité des couvertures médiatiques assurées par la CRTV Est autour des « activités administratives ainsi que des actions socioéconomiques de l'État, de ses démembrements et de ses partenaires » dans la région.

Dans une correspondance adressée au responsable de la station régionale, le gouverneur de la région de l'Est met en avant les résultats enregistrés par la CRTV depuis l'arrivée de Lazare Dolou à la direction. « Depuis votre prise de fonction, la station régionale de la CRTV Est s'illustre par des résultats particulièrement satisfaisants. Ceux-ci témoignent de votre capacité à atteindre les objectifs qui vous sont assignés ainsi que de la qualité du pilotage administratif et technique que vous assurez avec abnégation », écrit-il.

Le gouverneur souligne également la place accordée aux acti-



tivités institutionnelles et aux initiatives de développement dans les programmes de la station. « Je tiens à saluer la qualité de la couverture dont bénéficient de plus en plus les activités administratives et les actions socioéconomiques de l'État, de ses démembrements et de ses partenaires, aussi bien nationaux qu'internationaux, dans la région », indique-t-il.

Grégoire Mvongo met par ailleurs en avant les productions réalisées pour promouvoir la ré-

gion à l'échelle nationale. « Je salue d'une manière singulière vos multiples efforts visant à faire rayonner la région de l'Est à travers de nombreux documentaires et la diffusion des activités qui y sont menées dans les tranches d'antenne bénéficiant d'une forte audience, tant au Poste national qu'à la Télévision nationale », ajoute-t-il.

En adressant ses félicitations à Lazare Dolou, le gouverneur de la région de l'Est l'appelle à poursuivre dans cette dynamique.

Jean Marie Nkoussa nommé Team Press Officer des Lionnes Indomptables

Le chef du département Communication à la Fécafoot, assurait jusque-là l'intérim à ce poste.

Le président de la Fécafoot, Samuel Eto'o, a procédé ce vendredi 12 juin 2026 à la nomination d'un nouveau staff technique à la tête de l'équipe nationale féminine du Cameroun.

Dans la liste des personnes désignées figure Jean Marie Nkoussa, nommé Team Press Officer des Lionnes Indomptables. Le journaliste occupait déjà cette fonction par intérim depuis septembre 2023.

Par cette nomination, il rejoint officiellement le staff conduit par Valentine Nguélé, nouvelle entraîneuse-sélectionneuse des Lionnes Indomptables, en remplacement de Jean-Baptiste Bissek.

Jean Marie Nkoussa continuera



ainsi d'assurer ses responsabilités à la tête de la communication de l'instance faîtière du football camerounais. Il occupe ce poste depuis le 10 novembre 2023. Il est le quatrième responsable du département Communication de la Fécafoot depuis l'arrivée de Samuel Eto'o à la présidence de l'institution, après Parfait Siki, Ernest Obama et Jean-Jacques

Mouandjo.

La prochaine échéance des Lionnes Indomptables sera la Coupe d'Afrique des Nations féminine, prévue du 25 juillet au 16 août 2026 au Maroc. Le Cameroun évoluera dans le groupe D aux côtés du Mali, du Ghana et du Cap-Vert.

Dash TV va diffuser la finale de la Coupe de France



La télévision privée camerounaise a obtenu les droits de diffusion du dernier match de la compétition, qui se jouera le 22 mai 2026.

Après avoir diffusé tous les matchs importants de la compétition, Dash TV va offrir à ses téléspectateurs l'affiche ultime : RC Lens vs Nice, à 20h (Heure du Cameroun)

Match à fort enjeu pour les deux équipes : les Aiglons doivent impérativement s'imposer afin de garder une chance de se qualifier pour la Ligue Europa la saison prochaine et ainsi sauver une saison jusque-là chaotique. De leur côté, les Sang et Or peuvent, grâce à ce titre, éviter une énième saison blanche, après avoir longtemps couru derrière le championnat, finalement décroché par le roi de la Ligue 1, le Paris Saint-Germain.

En cinq années d'existence, Dash TV s'est progressivement imposée au Cameroun comme une chaîne toujours au rendez-vous des grands événements sportifs, en particulier dans le football. Elle a notamment été de la partie lors de la CAN 2022 en Côte d'Ivoire, puis en 2025 au Maroc. Mais son offre ne s'arrête pas là : elle est par ailleurs la seule télévision camerounaise à diffuser le championnat allemand, la Bundesliga, ainsi que la Coupe de France.

Selon nos informations, la télévision rouge ambitionne, dans les prochaines années, de rivaliser avec les diffuseurs actuels de la Ligue des champions.

Cette page est réalisée en collaboration avec



CCA-Bank tient ses Assemblées Générales 2026 à Kribi

Kribi, 21 mai 2026 – CCA-Bank a tenu ses Assemblées Générales Extraordinaire et Ordinaire à l'hôtel Golden K de Kribi, réunissant actionnaires, administrateurs et dirigeants autour de l'examen des résultats de l'exercice 2025 et des perspectives stratégiques de l'institution.

Au cours de ces assises, les actionnaires ont approuvé les états financiers arrêtés au 31 décembre 2025 ainsi que l'affectation du résultat de l'exercice, traduisant leur confiance renouvelée dans la performance, la résilience et la solidité financière de la banque. Parmi les décisions majeures adoptées figure l'augmentation du capital social de CCA-Bank. Cette orientation stratégique vise à renforcer les capacités financières de l'établissement afin d'accompagner ses ambitions de croissance, d'accélérer sa transformation digitale et de soutenir le développement de nouvelles opportunités d'affaires.

Les Assemblées Générales ont également entériné la no-

mination des administrateurs ainsi qu'une réorganisation structurante du groupe. Celle-ci se traduit notamment par la transformation d'AFRIGROUP HOLDING S.A. en CCA-BANK HOLDING SAU et par le transfert des actions de CCA-BANK S.A. vers cette nouvelle entité, consolidant ainsi l'architecture de gouvernance du groupe. Revenant sur les performances enregistrées au cours de l'exercice 2025, le Président du Conseil d'Administration, M. Albert NKEMLA, a mis en exergue la progression du chiffre d'affaires de la banque ainsi que la dynamique de croissance qui soutient son développement, témoignant de la pertinence des orientations stratégiques mises en œuvre et de la confiance renouvelée de la clientèle.

Extrait du discours du Président du Conseil d'Administration, M. Albert NKEMLA

Extrait de M. Albert Mkekmla

« Les principaux faits marquants de notre dernière Assemblée Générale sont la

création de CCA-BANK Holding, destinée à piloter l'expansion du groupe en Afrique, ainsi que le renforcement de nos fonds propres, passés de 29 à 61 milliards de FCFA.

Avec un total de bilan de près de 1 100 milliards de FCFA et des capitaux permanents de 127 milliards de FCFA, CCA-BANK dispose désormais des ressources nécessaires pour financer des projets structurants au Cameroun et sur le continent africain. »

Les travaux ont par ailleurs permis de mettre en lumière les perspectives de développement de la banque, notamment à travers le renforcement de sa présence régionale et internationale, ainsi que la poursuite des investissements destinés à améliorer l'expérience client et à consolider son positionnement sur le marché bancaire.

Intervenant sur les ambitions de croissance de l'établissement, M. Jean-Claude Ebe Evina, Administrateur de CCA-Bank, a présenté la vision de la banque en matière d'expansion et de développement, en

soulignant les opportunités offertes par les marchés régionaux et internationaux.

Extrait de l'intervention de M. Jean-Claude Ebe Evina

"Au-delà de ce que nous avons déjà réalisé au Cameroun, nous n'avons d'ailleurs pas encore achevé notre expansion dans le pays, puisque de nouvelles agences seront prochainement ouvertes. Au-delà de cela, nous sommes désormais engagés dans notre développement à l'international.

Des décisions ont déjà été définitivement arrêtées, notamment en ce qui concerne notre implantation en Guinée-Conakry, qui constituera la première filiale de notre groupe".

À travers la tenue de ses Assemblées Générales 2026, CCA-Bank réaffirme sa volonté de poursuivre une croissance durable et responsable, fondée sur une gouvernance rigoureuse, l'innovation continue et la création de valeur au bénéfice de l'ensemble de ses parties prenantes



**STONESHED**
ASSET MANAGEMENT**AVIS DE PUBLICATION DES NOUVEAUX FONDS COMMUNS DE PLACEMENT (FCP)**

INFORMATIONS DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT	
Dénomination de l'OPCVM	FCP STONESHED CLASSIC
Numéro d'agrément du FCP	COSUMAF-FCP-01/2026
Forme Juridique	Fonds Commun de Placement (FCP)
Nature du FCP	« Obligations et autres titres de créances »
Durée de vie du FCP	99 Ans
Montant des apports initiaux	150 000 000 FCFA
Montant de l'actif net au-dessous duquel il ne peut être procédé au rachat des parts	75 000 000 FCFA
Le Registre du Commerce et du crédit mobilier auprès duquel a été effectué le dépôt	Attestation de dépôt N° 357 G / TPI-BJO
SOCIETE DE GESTION	
Établissement Gestionnaire	STONESHED ASSET MANAGEMENT S.A.
Adresse et siège social du Gestionnaire	BP 5905, Immeuble Louna, Bonapriso, Douala.
Identité de L'administrateur de l'Établissement Gestionnaire	M. MOKOM NDI NZAH (Directeur Général)
DEPOSITAIRE	
Établissement Dépositaire	ECOBANK CAMEROUN
Adresse et siège social du Dépositaire	Immeuble Champagne Plaza, Rue Ivy French, Bonanjo
COMMISSAIRE AUX COMPTES	
Identité du premier Commissaire aux Comptes	MOORE STEPHENS CA

INFORMATIONS DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT	
Dénomination de l'OPCVM	FCP STONESHED GOLD
Numéro d'agrément du FCP	COSUMAF-FCP-02/2026
Forme Juridique	Fonds Commun de Placement (FCP)
Nature du FCP	« Obligations et autres titres de créances »
Durée de vie du FCP	99 Ans
Montant des apports initiaux	150 000 000 FCFA
Montant de l'actif net au-dessous duquel il ne peut être procédé au rachat des parts	75 000 000 FCFA
Le Registre du Commerce et du crédit mobilier auprès duquel a été effectué le dépôt	Attestation de dépôt N° 356 G / TPI-BJO
SOCIETE DE GESTION	
Établissement Gestionnaire	STONESHED ASSET MANAGEMENT S.A.
Adresse et siège social du Gestionnaire	BP 5905, Immeuble Louna, Bonapriso, Douala.
Identité de L'administrateur de l'Établissement Gestionnaire	M. MOKOM NDI NZAH (Directeur Général)
DEPOSITAIRE	
Établissement Dépositaire	ECOBANK CAMEROUN
Adresse et siège social du Dépositaire	Immeuble Champagne Plaza, Rue Ivy French, Bonanjo
COMMISSAIRE AUX COMPTES	
Identité du premier Commissaire aux Comptes	MOORE STEPHENS CA

Société de Gestion d'OPC agréée : COSUMAF-SGP-03/2023

www.stonished-am.com

contact@stonished-am.com

BP 5905, Immeuble Louna, Bonapriso, Douala

+237 243 523 208/ +237 622 206 904

RC/DLA/2023/B/2871

NUI : M042318171976K